

Date : 15/11/12

Allons plus loin dans le choc de compétitivité

LE CERCLE.

par Marie-Christine **Oghly** - Le très attendu rapport Gallois, aura donc eu pour première vertu de ramener nos gouvernants a davantage de réalisme économique. La compétitivité des entreprises qui est intimement liée à l'emploi, est désormais une priorité qui doit guider l'ensemble de son action économique.

Écrit par



Marie-Christine Oghly
Présidente MEDEF Ile-de-France
Présidente nationale des FCE France

Les chefs d'entreprise ne peuvent que se féliciter de cette prise de conscience, dont ils n'ont cessé de rappeler ces derniers mois l'impérieuse nécessité.

Les mesures annoncées par le premier Ministre, démontrent une inflexion dans la bonne direction et marque un effort significatif. Pour autant, sont-elles à la hauteur des enjeux et les mécanismes retenus vont-ils permettre de relancer durablement une croissance atone?

Oublié le « Choc de croissance »

Si Louis Gallois avec beaucoup de clairvoyance a parfaitement souligné les principaux obstacles structurels qui enrayent notre développement et préconisé un ensemble de mesures fortes permettant d'arrêter notre décrochage, le gouvernement sans doute tiraillé entre une prise en compte des réalités économiques et une vision idéologique de la société, n'a pas su opter pour ce « choc de croissance » que nous appelions de nos vœux.

Évaluation du site

Cette section du site Internet du quotidien national Les Échos publie des articles d'analyse et de décryptage de la vie économique et industrielle mondiale.

Cible
Grand Public

Dynamisme* : 50

* pages nouvelles en moyenne sur une semaine

Alors que les marges des entreprises sont au plus bas, que leurs trésoreries sont mises à mal, que les parts de marché s'effondrent, et que 2013 s'annonce sous de mauvaises augures, il fait le choix du crédit d'impôt dont les effets ne seront effectifs qu'en 2014, quand un allègement immédiat des charges sociales aurait constitué un salutaire ballon d'oxygène pour bon nombre de nos entreprises.

Faut-il attendre que nos TPE et PME soient mortes pour leur appliquer le remède ? Ce mécanisme compliqué à mettre en œuvre risque une fois de plus de ne pas déboucher sur une baisse réelle du coût du travail qui constitue pourtant l'un de nos principaux handicaps sur les marchés internationaux.

Comment se battre à armes égales quand le poids actuel des cotisations sociales est 22 points plus élevé en France que chez notre voisin allemand ? Et pourquoi avoir limité ses effets aux salaires allant de 1 à 2,5 smic, quand le rapport Gallois préconisait un plafond de 3,5 smic, qui correspond mieux à la réalité de la masse salariale de l'industrie qui doit reconquérir des parts de marché ?

Le gouvernement aurait dû aller jusqu'au bout de la logique qui sous-tend les propositions de Louis Gallois. Le moyen de restaurer la confiance des investisseurs dans les potentialités de notre économie.

L'heure des choix courageux

Chacun le sait désormais, le retour à la compétitivité de nos entreprises, constitue la clé de leur développement, de la croissance et donc de l'emploi. Elle doit guider l'ensemble des politiques économique, fiscale et budgétaire.

Notre redressement appelle des choix courageux auxquels les français se disent prêts s'ils en perçoivent la finalité et le bien fondé. N'ayons plus peur de lever les tabous et faisons preuve d'audace pour redresser le pays. Nos entreprises ont besoin de sortir du carcan dans lequel on les a trop longtemps enfermés.

Offrons-leur davantage de souplesse pour libérer leur créativité et leur soif d'entreprendre : par une renégociation au sein des entreprises de la durée du temps de travail, par une mise à plat des normes et seuils sociaux qui sont supérieurs à la moyenne européenne, par une véritable simplification des démarches entrepreneuriales, administratives, sociales et fiscales et par une réduction de la dette publique, pour alléger notre fardeau fiscal et ainsi retrouver des marges de manœuvre.

A l'heure où tous nos indicateurs virent au rouge, « les temps ne sont plus à créer des commissions de réflexion, de celles qui enterrent les problèmes », comme se gaussait Clémenceau, mais à agir et vite !